

# Les accidents de bus toujours plus meurtriers

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5421 - Dimanche 11 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Gouvernement  
**Le Premier ministre  
Aïmene Benabderrahmane  
testé positif à la Covid-19**

Boughali, président de l'APN, lors de l'installation des vice-présidents

## Il faut être «à la hauteur des aspirations des Algériens»

### Plus jamais la guerre sans fin !

Par Mohamed Habili

Les Américains retirent ce qu'il leur reste de troupes en Afghanistan sans même essayer de cacher le plaisir que cette perspective leur procure. Le fait que l'opération puisse se terminer quelques jours plus tôt que prévu a semblé une raison suffisante pour leur président d'y aller d'une déclaration en ce sens, certain du bon effet que cela aura sur le moral des militaires comme des civils. Entre la date initialement retenue pour l'annonce de la fin officielle de la guerre en Afghanistan, le 11 septembre prochain, coïncidant avec le vingtième anniversaire des attaques terroristes de 2001 sur le sol américain, et celle qui vient de prévaloir, le 31 août, il n'y a pourtant pas même deux semaines de distance. Voilà qui en dit long sur la hâte des Américains à tourner la page, à passer à autre chose. La satisfaction de faire plus vite a été ressentie jusque dans les rangs des républicains, une fois n'est pas coutume. Joe Biden a eu droit aux félicitations de Donald Trump pour sa courageuse décision. Laissons la date du 11 septembre, a dit celui-ci, au souvenir, à la prière, et à l'hommage à rendre à ceux de nos compatriotes perdus ce jour il y a maintenant vingt ans. Le contentement général n'est d'ailleurs pas la seule marque du moment. Le retrait en question se veut à nul autre pareil. Sortir du guépier afghan, l'engagement le plus long de l'armée américaine à l'étranger, ce n'est pas seulement terminer une guerre, en attendant la prochaine.

Suite en page 3

### Hausse inquiétante des contaminations au Coronavirus

# Le président Tebboune prend de nouvelles mesures

● Virus : l'Institut Pasteur tire la sonnette d'alarme



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion des membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus consacrée à l'évaluation et à l'examen de la situation épidémiologique au cours de laquelle il a été décidé d'une réactivation "ferme" des mesures préventives et l'accélération de la cadence de vaccination, selon un communiqué de la présidence de la République. [Page 2](#)

Début d'été macabre

## 28 noyés déplorés en 48 heures

Ramtane Lamamra :

## La nouvelle appellation du MAE, «une orientation stratégique» du Président Tebboune

Boughali, président de l'APN, lors de l'installation des vice-présidents  
**Il faut être «à la hauteur des aspirations des Algériens»**

**OEUVRER** à relever les défis et à répondre aux aspirations des Algériens qui ont choisis leurs représentants au sein de l'instance législative, telles sont les déclarations du nouveau président de l'Assemblée populaire nationale. S'exprimant à l'issue de l'adoption de la liste des neuf vice-présidents de la Chambre basse du Parlement, Brahim Boughali a indiqué : «*Nous sommes confrontés, en tant qu'Assemblée, à de grands défis et de nombreux enjeux, et tenus d'être à la hauteur des aspirations des citoyens*». Une déclaration à travers laquelle le président de l'APN invite les députés à regagner la confiance du citoyen en veillant à transmettre les doléances de la population aux autorités concernées. Boughali a, par ailleurs, invité les groupes parlementaires à proposer des députés qui les représenteront au sein des commissions permanentes, des commissions «*en mesure de mettre la barre très haut en relevant les défis et disposées à servir les citoyens en transmettant leurs préoccupations*». Pour ce faire, le choix de ces députés doit «*être objectif et reposer uniquement sur le critère de la compétence*». Hier, les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté à l'unanimité la liste des vice-présidents de l'Assemblée au titre de la première année de la 9<sup>e</sup> législature. L'adoption s'est déroulée en plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN élu jeudi dernier. Il a été procédé à l'adoption d'une liste de neuf députés proposés par les groupes parlementaires conformément à l'article 13 du règlement intérieur de l'APN, indique-t-on. Il s'agit des députés Bentabet Azzi et Fitas Belakehal du Parti du Front de libération nationale (FLN), Benaouda Bentahar et Salim Merah (Indépendants), Youcef Adjissa et Sariha Kaci du Mouvement de la société pour la paix (MSP). La liste inclut également un député du Rassemblement national démocratique (RND), du Front El-Mostakbal et du Mouvement El Bina El Watani, respectivement : Moundir Bouden, Khelifa Benslimane et Ali Tarbagou. L'adoption de la liste des vice-présidents intervient conformément à l'article 133 de la Constitution et de l'article 12 du règlement intérieur de l'APN qui stipule que les vice-présidents sont élus par l'APN pour un an. Ils sont rééligibles. La présente législature revêt un caractère spécial, dans la mesure où les nouveaux députés sont appelés à faire preuve davantage d'implication pour résoudre les problèmes posés notamment dans leurs circonscriptions électorales. Contrairement aux Assemblées précédentes, les images de plénières vides sont à bannir et les élus du peuple doivent se montrer engagés pour préserver les intérêts des citoyens auprès des différents départements ministériels.

Aomar Fekrahe

Hausse inquiétante des contaminations au Coronavirus

## Le président Tebboune prend de nouvelles mesures

■ *Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion des membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus consacrée à l'évaluation et à l'examen de la situation épidémiologique au cours de laquelle il a été décidé d'une réactivation "ferme" des mesures préventives et l'accélération de la cadence de vaccination, selon un communiqué de la présidence de la République.*

Par Ali L.

«**L**e président de M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce jour, une réunion des membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus consacrée à l'évaluation et à l'examen de la situation épidémiologique, en présence des ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Santé, de l'Industrie Pharmaceutique, de la Communication, du Commandant de la Gendarmerie nationale, et du Directeur général de la Sûreté nationale», lit-on dans le communiqué. «Après avoir écouté les exposés de messieurs les ministres et des responsables, il a été décidé de la réactivation ferme des mesures de prévention prises depuis le début de la pandémie, à l'image du port de masques, la distanciation physique, la généralisation de l'usage des solutions hydroalcooliques», a ajouté la même source, précisant qu'il s'agit aussi «d'accélérer la cadence de vaccination, étant le



Ph/D. R.

seul moyen pour venir à bout de cette pandémie, tout en veillant à assurer une exploitation optimale du nombre de lits affectés aux patients Covid-19, et à augmenter leurs capacités d'accueil de 7% à 15%, notamment dans les grandes villes à l'image d'Alger, Oran et Constantine». «Les ministres de l'Intérieur et des Collectivités locales, et des Transports ont été également chargés de prendre des mesures préventives par le recours aux hôpitaux de proximi-

té, et l'exploitation, en cas de nécessité, de l'hôpital navire dans les villes côtières», poursuit le communiqué de la Présidence de la République, soulignant que

«la situation épidémiologique, sous contrôle actuellement, exige davantage de vigilance et de prudence».

A. L.

Bilan des dernières 24 heures

### Virus : 813 nouveaux cas et 13 décès

**L'ALGÉRIE** a enregistré 13 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre de cas que le bilan d'hier (13), portant à 3 824 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une légère baisse, avec 813 cas, soit 18 cas de moins par rapport au bilan d'hier (831), pour atteindre, au total, 145 296 cas confirmés. **R. N.**

Virus : l'Institut Pasteur tire la sonnette d'alarme

## Les contaminations risquent de doubler dans les prochains jours

**L**es cas de contamination ont progressé brusquement mais surtout vertigineusement. Pis, les spécialistes s'attendent à une évolution encore plus inquiétante pour les jours à venir. L'avènement des variants de Covid-19 en Algérie, notamment le Delta, a aggravé la situation qui risque d'empirer dans les prochains jours, selon les propos du directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Pr Fawzi Derrar. La hausse des cas de contamination inquiète les spécialistes. Pour eux, le relâchement collectif des citoyens, caractérisé par une négligence du port du masque et des gestes barrières, en est la cause. Ils appellent ainsi les Algériens à faire preuve de vigilance pour casser la chaîne de transmission de l'épidémie, les invitant, au passage, à se faire vacciner en masse. Membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus, P Fawzi Derrar tire la sonnette d'alarme, en raison de la recrudescence du nombre d'infections, notant qu'il y a une augmentation terrible quotidiennement. Le responsable a affirmé, sur les ondes de la radio régionale de Sétif, que les services sanitaires s'attendaient à cette vague



épidémique que traverse l'Algérie actuellement. «*Nous attendions cette vague en raison de nombreux indicateurs externes et internes, et l'entrée de nouvelles races qui a changé l'équation*». À ce propos, il a expliqué que la principale cause derrière la vague actuelle revient essentiellement à l'avènement du variant Delta (indien), qui se propage rapidement avec un taux de propagation de 2,67 %, et avant le variant britannique (Alpha). «*Le plus inquiétant actuellement c'est le variant Delta qui est très virulent*», a précisé le DG de l'Institut Pasteur, soulignant que «*la personne contaminée peut transmettre le virus à au moins huit autres personnes*». Selon lui,

ce variant est responsable de l'admission d'un grand nombre de patients à l'hôpital, et c'est ce qui crée une surcharge au niveau de ces structures. Il a ajouté : «*L'alarme est sonnée, le nombre de contaminés va doubler dans les prochains jours, il y a une terrible augmentation des cas liés au coronavirus au quotidien. Nous assisterons au pic de cette vague dans deux semaines*». C'est pourquoi, P Fawzi Derrar a appelé dans son intervention les directeurs des institutions publiques et privées à sensibiliser les travailleurs, les inviter à se faire vacciner et à diffuser des messages positifs. Toutefois, le DG de l'Institut Pasteur reste perplexé quant à la réticence des

Ph/D. R.

Algériens à se faire vacciner. «*Je ne comprends pas pourquoi les Algériens n'acceptent pas la vaccination*», dira-t-il, faisant état de «*certaines espaces de vaccination au niveau de la capitale ne connaissant aucune affluence*». «*Ce qui me fait le plus mal personnellement, c'est de voir des Algériens mourir quotidiennement sous nos yeux, alors que nous avons des millions de vaccins en stock qui attendent*», a-t-il déploré. Pour rassurer sur l'efficacité du vaccin, il dira que «*depuis le début de la vaccination, nous n'avons constaté aucun cas de décès ou de complication auprès des personnes vaccinées*». «*Le respect des mesures barrières et la vaccination sont les seuls moyens de briser cette vague de contaminations, la plus forte et la plus dangereuse, et d'éviter d'atteindre les scénarios indien, européen ou tunisien. La solution est entre nos mains*», a dit le spécialiste. S'agissant d'un éventuel retour au confinement, P Fawzi Derrar n'écarte pas cette possibilité, soulignant que «*toutes les options sont actuellement sur la table, y compris un retour à un confinement total ou partiel dans certaines régions*».

Louisa Ait Ramdane

Une terrible collision à Constantine fait 18 morts et 11 blessés

# Les accidents de bus toujours plus meurtriers

■ Les accidents des transports en commun effraient, car ils font généralement plus de victimes que les autres. La terrible collision survenue vendredi soir dans la wilaya de Constantine entre un bus de transport de voyageurs et un camion-remorque, a entraîné la mort de dix-huit personnes.

Par Meriem Benchaouia

En Algérie, bien que des campagnes de sensibilisation soient organisées périodiquement et plusieurs associations se mobilisent en matière de lutte contre les accidents de la route, le nombre de victimes ne cesse d'augmenter d'une année à l'autre. Nos routes sont de plus en plus meurtrières, surtout en cette période de vacances, qui connaît un grand mouvement de déplacement des citoyens. Selon un nouveau bilan de la Gendarmerie nationale, 11 femmes, 6 enfants et un homme ont trouvé la mort et 11 autres souffrent de blessures plus ou moins graves, suite à cet accident survenu au lieu-dit Oued Ouazzeg, commune de Beni Hmidane sur la RN 27 (Constantine-Jijel), précise-t-on de même source. Les services de la Protection civile avaient fait état, dans un premier bilan rendu public vendredi, de 9 morts et de 13 blessés à différents degrés, rappelle-t-on. La même source a indiqué que l'unité secondaire de la Protection civile de Sissaoui Slimane, l'unité secondaire de Hamma Bouziane et l'unité de la commune de Zighoud Youcef sont intervenues à 19h47 sur la RN 27, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un camion-remorque. Les victimes de l'accident ont été évacuées à la morgue du Centre hospitalo-universitaire Benbadis de Constantine. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident. Par ailleurs, deux per-



sonnes ont perdu la vie et douze autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu vendredi après-midi sur la RN-1 près d'In-M'guel, selon la Protection civile. L'accident s'est produit à 25 km d'In-Mguel, suite à une collision entre un véhicule léger, un bus de transport de voyageurs et un camion de gros tonnage, causant la mort sur place de deux personnes (29 et 30 ans) et des blessures de différents degrés de gravité à 12 autres (6 mois à 62 ans), a précisé la source. Les corps des victimes et les blessés ont été évacués à l'hôpital de Tamanrasset et une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident.

**33 décès et 492 blessés en 48 heures**

Trente-trois personnes ont

trouvé la mort et 492 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, a indiqué, hier, un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Des chiffres alarmants en hausse ces dernières années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs. La situation s'aggrave de plus en plus et l'indiscipline des citoyens reste la principale cause, outre l'état des véhicules, la négligence des piétons et l'état des routes. Le code de la route n'est pour ainsi dire plus du tout respecté par un grand nombre de piétons et conducteurs, ce qui a donné lieu à des résultats plus que dramatiques. Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois prin-

cipes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. En dépit des différents plans de lutte en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on constate, toujours, une progression inquiétante. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communication, la route demeure meurtrière. Malheureusement, les accidents de la route font désormais partie du quotidien des Algériens. Pas un jour ne se passe sans son lot d'accidents avec des bilans lourds, enregistrant plusieurs morts et blessés.

M. B.

Ramtane Lamamra :

## La nouvelle appellation du MAE, «une orientation stratégique» du Président Tebboune

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a affirmé que la décision du Président Tebboune de modifier l'appellation du MAE en rajoutant «Communauté nationale à l'étranger» n'était pas «un changement dans la forme», mais constitue une «orientation stratégique» en soi, considérant que la communauté nationale établie à l'étranger demeure une partie intégrante de la mère patrie.

Dans son allocution lors de la cérémonie de passation des pouvoirs à la tête de la diplomatie algérienne, M. Lamamra a expliqué que «le président de la République veillait au change-

ment de l'appellation officielle du ministère des Affaires étrangères, en rajoutant l'élément de la Communauté nationale à l'étranger, ce qui n'est pas un changement dans la forme, mais constitue une orientation stratégique en soi».

«La communauté nationale établie à l'étranger est une partie intégrante de la Nation algérienne», a-t-il soutenu. Et de poursuivre : «Je me suis engagé, il y a 45 ans, dans ma mission diplomatique au département consulaire, je suis pleinement conscient de l'importance de la communauté algérienne à l'exil (...) et de l'impératif de raffermir les liens avec la mère patrie». Le ministre s'est dit également

conscient de l'importance de «faire de la communauté, à titre individuel et collectif, des ambassadeurs de l'Algérie, défenseurs de son image et de ses intérêts, eux qui jouissent de tous les droits et devoirs de la citoyenneté». «Je suis d'autant plus fier que cette mission se soit concrétisée par la nouvelle appellation du MAE», s'est-il félicité, ajoutant qu'«outre l'excellent travail accompli par les consulats et les ambassades algériennes de par le monde, je crois qu'il est temps de traduire cette politique stratégique engagée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par le changement de l'appellation de ce ministère souverain, et ce, à travers la création

de nouvelles méthodes d'interaction, pour que chaque citoyen puisse assumer sa responsabilité de citoyenneté, avec l'appui de l'Etat algérien et des représentations diplomatiques et consulaires». «Nous comptons œuvrer de concert avec la communauté et ses représentants, dont les membres élus de l'APN et les acteurs du mouvement associatif de la diaspora qui ont toujours collaboré avec l'Etat algérien, les ambassades et les consulats», a fait savoir le chef de la diplomatie algérienne.

«Nous allons créer de nouvelles méthodes pour concrétiser cette vision politique stratégique, consistant en cette nouvelle dimension que le président

### LA QUESTION DU JOUR

#### Plus jamais la guerre sans fin !

Suite de la page une

Non, se disent les Américains, cela veut dire ne plus jamais entrer dans une guerre sans fin comme celle dont ils viennent par bonheur de s'extirper. La seule façon de gagner ce genre de guerres, c'est de s'en désengager à moindre frais à la première opportunité qui se présente. On ne les remporte que si par chance une porte s'ouvre devant soi, par laquelle on peut se glisser hors de leur cercle infernal avec le moins de dégâts possible. Rapidity is safety, a dit Biden en annonçant cette économie de 11 jours faite sur l'absurde. On ne nous y reprendra plus. Désormais, nous serons les premiers à fuir un pays où une guerre civile est dans l'air, menaçant de se refermer sur nous. Nous ne nous mêlerons plus de ce qui ne nous regarde pas. Finies les croisades au loin, dont on ne revient que des années plus tard. Et encore, quand on peut, quand la route du retrait n'est pas délibérément coupée. On ne veut pas de la liberté que nous voulons apporter au monde ? Qu'à cela ne tienne, nous la gardons pour nous et pour nos alliés, qui en connaissons le prix et les bienfaits. Désormais, tout ce que nous attendons des Afghans, c'est qu'ils nous laissent partir comme convenu, sans nous tirer dans le dos. Sans rien faire qui nous obligerait à rester, ou plus grave encore, à renforcer notre présence. Si le président américain pouvait faire rentrer les boys plus vite encore, c'est-à-dire avant le 31 août, on l'imagine assez bien réapparaître à la télévision pour en faire l'annonce. Hélas, un retrait n'est jamais total, absolu, sans retour. En vérité on ne quitte pas à volonté un champ de bataille une fois qu'on a commis d'y mettre les pieds. On y conserve obligatoirement des intérêts, une ambassade pour les défendre, qui à son tour a besoin d'être défendue. Pour ce faire, il faut maintenir sur place des centaines de soldats. Qui à leur tour pourront être la cible d'attaques, sinon des Talibans du moins des djihadistes. Force sera de veiller à leur sécurité, à eux aussi. On voudrait en finir une bonne fois pour toutes avec une guerre qu'on ne le pourrait pas. Nulle part en ce bas monde où l'homme de bonne volonté peut déposer son fardeau, avant de s'en retourner chez lui pour jouir de la paix avec le monde entier.

M. H.

de la République souhaite cristalliser dans ce gouvernement, en donnant cette appellation à notre ministère».

A rappeler que M. Lamamra avait pris ses fonctions à la tête du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger en remplacement de Sabri Boukadoum.

H. N.

Véhicules électriques en Algérie

# Une centaine de stations-service bientôt équipées de bornes de rechargement

■ Près d'une centaine de stations-service de Naftal seront équipées de bornes de rechargement de véhicules électriques d'ici à la fin de l'année en cours, a indiqué un responsable au sein de cette entreprise publique de distribution des produits pétroliers.



PH/D. R.

Par Yanis H./APS

**S**elon le premier conseiller du P-DG de Naftal, Adel Bentoumi, au moins une station-service dans chacune des 58 wilayas sera équipée d'une borne de rechargement électrique, en plus des stations autoroutières (autoroute Est-Ouest), au nombre de 32, avec un nombre plus élevé dans les wilayas où le parc automobile est plus important.

Naftal va démarrer cette opération par un projet pilote avec une première borne de rechargement déjà installée au niveau de station-service de Chéraga (ouest d'Alger).

Cette borne, qui a été produite en Algérie par le groupe privé Amimer Energie, permet le rechargement complet de la batterie en 1 heure et 5 minutes pour un véhicule dont l'autonomie est de 400 km, a précisé M. Bentoumi, soulignant que certaines bornes de rechargement peuvent charger complètement la batterie de cette catégorie de véhicules en 40 à 45 minutes.

Naftal a lancé une pré-qualification pour établir une short-liste des éventuels partenaires et attend un retour de la part des candidats intéressés, a ajouté le responsable qui a estimé que l'entreprise aura besoin de plusieurs fournisseurs pour bâtir son réseau.

Par la suite, la société nationale lancera l'acquisition et l'installation des bornes de rechargement électrique au niveau de son réseau en équipant au minimum une station par wilaya et en prévoyant d'installer des bornes de recharge ultra-rapides dans les stations autoroutières.

De son côté, le président du secrétariat des comités en charges des activités de construction et des concessionnaires de véhicules neufs, Mohamed Djebili, n'a pas écarté la possibilité que le ministère de tutelle inclue la fabrication des bornes de rechargement électrique dans le régime préférentiel

exonérant les opérateurs qui se lanceront dans cette activité des droits et taxes, une fois les véhicules électriques vulgarisés et la demande sur les bornes de rechargement plus importante.

Pour sa part, le fondateur du site algérien spécialisé en automobile «DZMOTION», Sofiane Barkat, a évoqué «la nécessité de tisser un réseau dense de bornes de rechargement électrique si l'on veut encourager les citoyens algériens à acquérir des véhicules électriques».

«Faute d'installation de bornes de rechargement à des intervalles réguliers et rapprochés, les conducteurs ne s'aventureront pas à effectuer de longs trajets au volant de leurs véhicules électriques, faisant de ce type de véhicules des voitures de ville, ce qui n'est pas le but recherché», a-t-il argué.

## La maintenance et la réparation maîtrisables en Algérie

La maintenance des véhicules électriques, considérée par de nombreux Algériens comme un frein à l'acquisition de ce genre de moyen de locomotion, ne constituera pas un problème de l'avis des experts du domaine de l'automobile, notamment des professionnels de l'entretien des véhicules.

C'est ce qu'a affirmé à l'APS le directeur général de Speedy Algérie, Khaled Djema, qui a assuré que la maintenance d'un véhicule électrique ne sera pas plus compliquée que celle d'un véhicule à moteur thermique, mais plutôt plus «sophistiquée», vu qu'il y aura plus d'électronique et d'informatique dans le véhicule électrique.

M. Djema n'a pas écarté, toutefois, l'éventualité d'éprouver des difficultés, au début, du fait que ce soit quelque chose de nouveau, notamment en termes de technologie, chose qui nécessite de se préparer, surtout en matière de formation, mais aussi d'outillage. Ainsi, il a insisté sur le fait que les concession-

naires devront s'équiper pour assurer le service après-vente de leurs véhicules électriques.

Comme pour rassurer davantage les futurs utilisateurs de véhicules électriques, le responsable de Speedy Algérie a donné l'exemple des téléviseurs en couleurs ou des smartphones qui avaient suscité des appréhensions avant d'être vite adoptés et même privilégiés par les consommateurs.

M. Djema a fait savoir que Speedy Algérie a lancé des investissements en matière d'outils de diagnostic, pour répondre au mieux à l'évolution électronique et informatique des véhicules électriques, ajoutant que le groupe international qu'il représente a déployé en Algérie six centres jusqu'à maintenant, et compte en ouvrir une dizaine d'autres qui seront équipés pour assurer l'entretien et la maintenance des véhicules électriques.

Le gérant de cette chaîne de centres de maintenance de véhicules multimarques a expliqué que les véhicules électriques exigent de nouvelles prestations en termes de maintenance dominées par le changement de pièces et de consommables électroniques et électriques, alors que les prestations classiques telles que le changement des lubrifiants (huiles), des filtres (filtre à huile, filtre à essence et à gasoil) disparaîtront sur ce genre de véhicules.

M. Djema a souligné également que les utilisateurs de véhicules électriques seront appelés à changer plus fréquemment certains consommables, à l'instar des plaquettes de frein qui sont davantage sollicitées sur un véhicule électrique que sur un véhicule thermique qui peut s'appuyer sur le frein moteur pour éviter d'user ses plaquettes de frein.

Pour sa part, le fondateur du site algérien spécialisé en automobile «DZMOTION» et ingénieur et professeur en génie mécanique, Sofiane Barkat, ne conçoit pas que le service après-vente puisse constituer une

contrainte à l'acquisition d'un véhicule électrique.

M. Barkat a estimé que, contrairement aux idées reçues, un moteur électrique sera plus facile à réparer qu'un moteur thermique, tout en offrant une durée de vie plus longue et des pannes moins fréquentes, grâce aux composants simples qu'il intègre.

Il a considéré, ainsi, que la technologie utilisée dans les véhicules électriques est maîtrisée par les Algériens, la qualifiant de «toute simple» puisqu'il s'agit, selon lui, d'électronique de base.

De son côté, le président du secrétariat des comités en charges des activités de construction et des concessionnaires de véhicules neufs,

Mohamed Djebili, a relevé que les concessionnaires seront tenus, selon le cahier des charges qui régit leur activité, de former leurs employés, assurant le service après-vente en bénéficiant du transfert de technologie de leur constructeur concédant, notamment en ce qui concerne les véhicules électriques.

## 45 % des automobilistes algériens prêts à acquérir des voitures électriques

Une étude de marché réalisée à l'échelle nationale par l'Entreprise de distribution des produits pétroliers Naftal a révélé que 45 % des automobilistes algériens veulent acquérir un véhicule électrique.

«Cette étude est assez représentative et fait état que 78 % des automobilistes algériens interrogés dans le cadre de cette étude connaissent ce qui est un véhicule électrique», a indiqué à l'APS un responsable de l'entreprise.

«Au moment où 66 % des automobilistes interrogés sont prêts à utiliser, immédiatement ou à court terme, un véhicule électrique, 45 % d'entre eux veulent acquérir un véhicule électrique, alors que 24 % restent indécis», selon le premier conseiller du P-DG de Naftal, Adel Bentoumi, se référant aux résultats de l'étude.

Evoquant les quatre freins ou obstacles devant l'émergence des véhicules électriques, soulignés par les automobilistes indécis, il a cité l'absence d'expérience dans l'entretien et la réparation de ce type de véhicules (31 %), suivie par l'absence des bornes de rechargement rapide (30 %), le prix des véhicules électriques comparé aux véhicules thermiques (22 %) et enfin la crainte d'absence de pièces de rechange (18 %).

De l'avis du président du secrétariat des comités en charges des activités de construction et des concessionnaires de véhicules neufs, Mohamed Djebili, les véhicules électriques se sont imposés à travers le monde comme de nouveaux moyens de locomotion, et l'Algérie doit suivre cette avancée technologique et cette nouvelle tendance. C'est ce qui explique, selon lui, que le ministère de l'Industrie ait, lors de la préparation du cahier des charges, jugé important d'obliger les concessionnaires à importer des véhicules électriques, au moins pour ce type de véhicule pénètre le marché algérien.

M. Djebili a précisé que pour ne pas pénaliser les concessionnaires en les obligeant à importer des véhicules électriques qu'ils pourraient ne pas pouvoir vendre sur le marché, le ministère a modifié le décret exécutif 21-175, modifiant le décret 20-227 concernant l'activité de concessionnaire de véhicules neufs, de telle sorte que «le concessionnaire est tenu de répondre à toute demande d'acquisition d'un véhicule électrique à hauteur de 15 % de ses importations globales annuelles».

Au-delà de ce taux, il est libre d'honorer la commande ou pas, a-t-il ajouté.

D'autre part, M. Djebili a souligné que si un constructeur décide de s'installer en Algérie, il pourra tout aussi bien fabriquer des véhicules thermiques qu'électriques, estimant, au passage, que les constructeurs ont tout intérêt à inclure dans leur gamme fabriquée localement des véhicules électriques.

Pour ce qui est de 15 % de véhicules électriques dans le volume de ventes des concessionnaires, le fondateur du site algérien spécialisé en automobile «DZMOTION» et ingénieur et professeur en génie mécanique, Sofiane Barkat, a considéré que cette mesure est une bonne chose.

Il a estimé, toutefois, qu'il est nécessaire de motiver les Algériens avec des mesures incitatives, sur le plan financier, pour les amener à acheter un véhicule électrique, et ne pas se contenter de l'argument de la protection de l'environnement.

M. Barkat a avancé que si les incitations financières sont que le prix des véhicules électriques s'aligne sur celui des véhicules à moteur thermique, le citoyen algérien achètera ce type de véhicule, surtout que le plein de carburant lui reviendra trois fois plus cher que la recharge de la batterie de son véhicule électrique.

Y. H./APS

Algérie-Pnud

# Appel à projet pour des associations locales de 4 wilayas

■ Un appel à projet a été lancé récemment à destination des associations territoriales ou à ancrage territorial dans quatre wilayas-pilotes du projet intitulé : «L'Economie sociale au service de l'inclusion économique des jeunes et l'innovation sociale», a-t-on appris auprès de la coordination locale du projet à Oran.



Par Farid M.

Portant sur l'économie sociale et solidaire (ESS), cette action est initiée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD-Algérie) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTESS) et co-financé par le gouvernement du Japon et par le PNUD-Algérie. La capitale de l'Ouest, avec Béchar, Naâma et Khenchela, constituent les wilayas-pilotes de ce projet lancé en juillet 2020 et qui vise à promouvoir l'emploi et l'inclusion économique des jeunes, des

femmes et des personnes vulnérables, souligne un communiqué de cette coordination à Oran.

Cette amélioration de l'employabilité se fera, essentiellement, à travers le soutien de projets entrepreneuriaux, sociaux et solidaires portés par des jeunes et des personnes en situation précaire (en particulier les femmes des zones rurales).

Elle se fera également par le renforcement des structures d'appui dédiées à la création de micro-entreprises et d'entreprises sociales, et le développement d'un environnement propice à l'essor de l'économie socia-

le et à l'émergence d'entrepreneurs sociaux prospères, ajoute-t-on de même source. A cet effet, dans le cadre de la mise en œuvre du projet et afin de créer de solides bases pour les initiatives relevant du champ de l'ESS, le PNUD Algérie, en collaboration avec le MTESS, prévoit d'organiser des activités d'aide à la conception, au développement et à la mise en œuvre de projet, dans un cadre de concertation, ainsi que le financement d'initiatives et projets associatifs et/ou entrepreneuriaux dans des secteurs porteurs choisis pour les 4 wilayas-pilotes.

L'appel à projet en faveur des associations des wilayas-pilotes a été lancé début juillet. Le dernier délai pour la réception des propositions est le 25 juillet 2021. Son objectif global est l'identification, le développement, l'appui à la mise en œuvre, le financement et le suivi d'initiatives associatives connexes au champ de l'ESS dans les secteurs porteurs identifiés au niveau des wilayas-pilotes.

Ces secteurs sont : l'écotourisme pour la wilaya Béchar, les produits alternatifs et dérivés de l'élevage à Naâma, les plantes aromatiques et médicinales (PAM), la pomme à Khenchela et l'agriculture péri et intra-urbaine à Oran. L'appel à projet ambitieux aussi de contribuer à l'amélioration de l'environnement économique et institutionnel pour permettre le développement de l'ESS et l'émergence d'entrepreneurs sociaux performants, par la sensibilisation des parties prenantes à l'importance de l'ESS en tant que secteur créateur de richesse et d'emplois et l'accompagnement renforcé de projets entrepreneuriaux portés par les jeunes, et en particulier les femmes, en vue d'accroître leurs autonomies.

Les projets sélectionnés devront être réalisés entre le 01/09/2021 et le 01/05/2022. Il peut s'agir d'une action nouvelle, une extension d'activités ne faisant pas l'objet de financement actuellement, ou la capitalisation d'autres actions existantes et la

réponse directe à une analyse de besoins clairement identifiés.

F. M.

## Après l'ouverture de Wall Street Les Bourses européennes et américaine se reprennent

**PLOMBÉES** jeudi par la résurgence d'inquiétudes diverses sur la pandémie et la reprise économique, les Bourses européennes se ressaisissaient vendredi, un mouvement amplifié par l'ouverture en hausse de Wall Street. Les places du Vieux Continent effaçaient ainsi une partie de leurs pertes de la veille : Paris gagnait 2,01 %, Londres 0,72 %, Francfort 1,24 %, Milan 1,45 % et Madrid 0,85 %. Outre-Atlantique, la Bourse de New York s'éveilla également en meilleure forme : le Dow Jones montait de 0,44 %, le S&P 500 de 0,43 % et le Nasdaq de 0,10 % dans les premiers échanges. Après la baisse de jeudi, «les investisseurs sont de retour aujourd'hui, pour acheter à bas coût», souligne Sophie Griffiths, analyste chez Oanda. En Asie, en revanche, le regain de contaminations liées au Covid-19 a continué de peser sur le moral des investisseurs, notamment à Tokyo (-0,63 %), où le gouvernement a décidé d'instaurer un nouvel état d'urgence face à l'augmentation des infections. Jeudi, les marchés s'étaient affolés après la publication du compte rendu de la dernière réunion de la Banque centrale américaine (Fed), qui fait état de discussions sur un changement de cap de sa politique monétaire. Les déclarations de dirigeants politiques relatives à la propagation du variant Delta ont ajouté encore davantage de doutes dans l'esprit des investisseurs. Vendredi, ces derniers réagissaient «favorablement aux commentaires rassurants de Christine Lagarde après que la BCE a décidé de relever son objectif d'inflation, maintenant ainsi sa politique monétaire extrêmement accommodante», selon Pierre Veyret, analyste pour ActivTrades. Mais les investisseurs, dont le moral est déjà «considérablement alourdi par l'augmentation des cas de virus dus au variant Delta, risquent de rester sur la défensive avant de connaître l'impact de la résurgence de la pandémie sur la croissance», ajoute-t-il. Sur le marché obligataire, après plusieurs jours de repli témoignant d'un appétit des investisseurs pour des actifs moins risqués, les taux des emprunts d'Etat se stabilisaient et le rendement américain à 10 ans remontait même légèrement (1,35 %). Le G20 Finances, réuni à Venise jusqu'à hier, examine le début de la réforme de la taxation des multinationales. **R. E.**

Pétrole

## Les prix retrouvent des couleurs

Les prix du pétrole ont repris des couleurs vendredi, partiellement aidés par un dollar plus faible et par la baisse des stocks américains, mais le marché restait inquiet de l'absence d'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés (Opep+). Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a fini en

hausse de 1,92 % ou 1,43 dollar à Londres, par rapport à la clôture de la veille, à 75,55 dollars. A New York, le baril de WTI pour août a lui aussi terminé en progrès de 2,22 % ou 1,62 dollars à 74,56 dollars. Le plongeon des stocks de brut de 6,9 millions de barils (MB), à 445,5 MB, pour la semaine close le 2 juillet, selon le rapport hebdomadaire de

l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), a soutenu les cours depuis jeudi. «Le marché a été notamment impressionné par la demande d'essence qui a affiché un record hebdomadaire», a souligné Andrew Lebow de Commodity Research Group, alors que les Américains s'apprétaient à prendre les routes pour le week-end prolongé de la fête nationale du 4 juillet. «En attendant, les cours sont portés par des forces extérieures plutôt que par des fondamentaux. Le repli du dollar est un facteur, le rebond des actions vendredi en est un autre, mais ce que les courtiers attendent c'est ce que va faire l'Opep+», a encore indiqué l'expert de Commodity Research Group. **Samia Y.**

Canada

## Le taux de chômage baisse en juin à 7,8 %

L'économie canadienne a créé 231 000 emplois en juin, entraînant une baisse du taux de chômage à 7,8 % (-0,4 point), grâce à la levée de certaines restrictions prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19, a annoncé Statistique Canada. Cette baisse du taux de chômage fait suite à la hausse enregistrée en mai et en avril, après qu'il soit tombé à 7,5 % en mars, niveau le plus bas depuis le début de la pandémie. Le taux de chômage en juin est toutefois

«considérablement plus bas que le récent sommet de 9,4 % atteint en janvier 2021 et que le record sans précédent de 13,7 % enregistré en mai 2020», a noté Statistique Canada, dans un communiqué. «La croissance de l'emploi observée en juin est entièrement survenue dans le travail à temps partiel et elle s'est concentrée chez les jeunes de 15 à 24 ans, principalement les jeunes femmes», a observé l'institut. Il s'agit de la plus forte croissance en un seul mois (+7,1 %)

pour ce groupe d'âge depuis juillet 2020. L'emploi a notamment augmenté dans les secteurs où les restrictions sanitaires ont été assouplies, comme les services d'hébergement et de restauration, ainsi que dans le commerce de détail, tandis qu'il a reculé dans le secteur des biens pour le deuxième mois consécutif. La totalité de la hausse de l'emploi enregistrée en juin était à temps partiel (+264 000), retrouvant ainsi un niveau similaire à celui de février 2020, avant la

pandémie. Elle était principalement attribuable au secteur privé (+251 000), après une baisse pendant deux mois consécutifs. Le travail autonome, celui des auto-entrepreneurs, était lui en baisse. L'emploi a augmenté dans les trois plus grandes provinces du pays, l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique, ainsi qu'en Nouvelle-Ecosse. Le nombre de Canadiens en télétravail a baissé de 400 000 en juin et concernait 4,7 millions de personnes. **N. T.**

«L'Algérie dans le cœur»

# Appel à faire de la manifestation un rendez-vous annuel

■ La manifestation culturelle «L'Algérie dans le cœur» a été organisée du 5 au 9 juillet dans la ville de Boumerdès, en célébration du 59<sup>e</sup> anniversaire du recouvrement de l'indépendance nationale. Cette édition, marquée par un programme culturel riche, était une occasion pour mettre en valeur la culture algérienne dans toute sa dimension. Des écrivains, poètes, artistes plasticiens, ont pris part à cette édition dédiée à la valorisation et la promotion de la langue et la culture amazighes.



Par Adéla S.

Organisé par le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), cet événement a per-

mis aux visiteurs de participer à des formations et d'assister à des rencontres débats et séances de dédicace.

Les participants à la 1<sup>re</sup> édition de la manifestation «L'Algérie

dans le cœur» ont souligné, vendredi, l'importance de promouvoir cet événement pour en faire un rendez-vous annuel qui sera abrité chaque année par une wilaya.

Les recommandations ayant sanctionné la manifestation «L'Algérie dans le cœur» ont préconisé de faire de cette rencontre une tradition annuelle périodique.

Les participants ont appelé, en outre, à organiser ce rendez-vous parallèlement aux festivités commémorant la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, dans le but de renforcer la cohésion nationale et l'esprit nationaliste. Il a également été convenu d'organiser un concours national de chant amazigh, sous la supervision du HCA et de la Radio nationale, conformément à la convention signée entre les deux parties le 19 avril dernier.

Les recommandations portent également sur la nécessité d'élargir les expériences des forums de formation destinés

aux journalistes amazighophones et ce, dans le cadre des efforts de la Radio algérienne visant l'augmentation du volume horaire réservé à cette langue via les ondes.

Les participants ont également recommandé l'élaboration d'un glossaire et d'un dictionnaire pour la terminologie médiatique en langue amazighe.

Cette manifestation a vu l'organisation de plusieurs activités, dont un séminaire placé sous le thème «Radiodiffusion sur et en tamazight : variété linguistique et unité nationale. Dispositions constitutionnelles et pratiques médiatiques», animé par des universitaires et chercheurs issus de plusieurs universités et centres de recherche.

Organisé par le HCA en coordination avec la Radio algérienne au niveau de la maison de la culture «Rachid-Mimouni» et de la «Bibliothèque centrale», cette manifestation a vu l'organisation d'une session de formation destinée aux journalistes de 26 radios nationales et locales exerçant en langue amazighe. La clôture de la manifestation «L'Algérie dans le cœur» a été marquée par la remise d'attestations de participation et de diplômes de fin de formation aux journalistes de diverses radios locales qui ont suivi une formation en tamazight.

A. S.

## Agend'Art

**Théâtre national algérien**  
Du 11 au 15 juillet :  
Présentation de la pièce de théâtre «La rue des hypocrites»

Journées nationales du théâtre engagé à Tissemsilt

## Un atelier de formation sur l'interprétation et la scénographie

Un atelier de formation sur l'interprétation théâtrale et la scénographie a été entamé vendredi au centre culturel de Bordj Bounaâma (Tissemsilt), au profit de 30 jeunes adhérents à des associations culturelles locales.

Cet atelier, inscrit dans le cadre de la deuxième édition des Journées nationales du théâtre, comporte des cours théoriques et pratiques notamment sur l'improvisation et l'inter-

prétation de la scénographie sur scène, encadrés par le réalisateur théâtral Mounir Boumerdès et la comédienne et spécialiste en scénographie Fatiha Ourad.

Cette formation vise le perfectionnement et l'orientation des jeunes talents dans la bonne voie dans l'interprétation des rôles et de la scénographie en théâtre, a indiqué Mounir Boumerdès.

Le programme de la manifestation nationale du théâtre enga-

gé prévoit, la deuxième journée, la représentation des pièces «*El khich wal khiacha*» de l'association «Qitar el fen» de Sétif et «*Mission Bezba*» de l'association «Ouchak el khachaba» (Amoureux du théâtre) de Sétif et «*Joker*» de l'association «Sada el founoun» (Echo d'arts) de Tissemsilt.

Cette manifestation culturelle a été clôturée hier par une cérémonie de remise de récompenses et des prix (Prix d'or de

l'Ouarsenis, Prix d'argent, Prix de bronze, Prix Soltane du meilleur comédien et comédienne et le Prix du jury.

Cet événement culturel, organisé par l'association «Ouarsenis» de Bordj Bounaâma, en collaboration avec la Direction de la culture de la wilaya de Tissemsilt, a enregistré la participation de sept troupes des wilayas de Tiaret, Tissemsilt, Relizane, Médéa, Oran, Chlef et Sétif. N. C.

Institut Cervantes

## Présentation de «Programma Sur 2021»

L'Ambassade de la République argentine, en collaboration avec l'Institut Cervantes d'Alger, présente «Programma Sur 2021» d'appui aux traductions d'œuvres de la littérature argentine qui, depuis sa création en 2010, a accordé des subventions de plus de 4 000 000 de dollars pour la traduction de plus de 420 auteurs argentins. Pour en savoir plus sur cette activité, une présentation aura lieu le 14 juillet 2021 à 18h00, au siège de l'Institut Cervantes, sis 9, Khelifa Boukhalfa, Alger 16000. Les maisons d'édition, traducteurs et traductrices ainsi que les institutions culturelles intéressés d'y participer sont priés de s'inscrire par mail à l'adresse suivante: earge@cancilleria.gob.ar. Le nombre de participants est limité à 25 personnes, selon l'ordre de confirmation au courriel susmentionné. Les mesures sanitaires

seront exigées pendant tout le déroulement de la présentation. Pour plus d'information : <http://programma-sur.cancilleria.gob.ar/>

Certaines des caractéristiques principales de Pro Sur sont : ces œuvres peuvent être choisies parmi les différents genres littéraires et d'auteurs argentins classiques et contemporains, dont les thèmes sont représentatifs de l'identité nationale. Le programme a été lancé sur la base de l'engagement pris par le gouvernement argentin de promouvoir la traduction d'œuvres d'auteurs argentins afin de faciliter leur édition en langues étrangères et de diffuser notre imagination, nos idées et nos valeurs à l'étranger. Depuis sa création à ce jour, le Programme Sur a subventionné plus de 1 360 ouvrages traduits en 45 langues. Les subventions sont attribuées aux éditeurs

étrangers contre l'engagement de publier les ouvrages avant le 30 novembre de l'année suivant l'appel. La date limite de soumission des demandes de subvention sera du 15 février au 30 septembre de cette année. Les éditeurs argentins, les auteurs d'œuvres ou les agents détenteurs de droits d'auteur peuvent agir pour le compte d'éditeurs étrangers, mais le paiement est toujours effectué à ces derniers. Les œuvres doivent avoir été écrites en espagnol par des auteurs argentins et avoir été préalablement éditées. Les œuvres peuvent être de fiction ou non, et de tout genre littéraire (roman, nouvelle, poésie, théâtre, littérature jeunesse, etc.). L'obtention de la subvention du Programme de traduction est incompatible avec l'obtention d'un autre type de subvention publique pour la même œuvre en

Argentine. Le montant de la subvention ne peut excéder US \$ 3 200 – par œuvre. Un comité de sélection, composé de spécialistes universitaires en littérature argentine D<sup>re</sup> María Rosa Lojo et Alejandro Dujovne, directeur de la Bibliothèque nationale, le célèbre journaliste culturel Ezequiel Martínez, un représentant de la Fondation El Libro et le directeur des affaires culturelles de la chancellerie argentine, Juan Falú, sélectionnent les œuvres à traduire parmi celles présentées et attribue un montant à chacun en fonction de leurs caractéristiques. Le formulaire de demande d'aide à la traduction peut être obtenu sur le site Web du Programme Sur et auprès des Représentations diplomatiques et consulaires de la République argentine. L'éditeur peut adresser la demande d'aide à la traduction et la documentation requise au

Bureau d'Entrée du ministère et des Représentations diplomatiques et consulaires ou par lettre recommandée. Les candidatures doivent contenir : un formulaire de demande d'assistance à la traduction, une lettre d'engagement à publier l'œuvre dans le délai prévu, une documentation prouvant la personnalité juridique de l'éditeur, une documentation prouvant de manière fiable le transfert des droits d'auteur à l'éditeur pour la publication de l'œuvre faisant l'objet de la demande, deux exemplaires de l'œuvre originale à traduire, des échantillons des catalogues récents ou des catalogues électroniques de l'éditeur, une copie du contrat ou de l'accord signé avec le traducteur ; enfin, la documentation doit être traduite en espagnol en traduction simple.

R. C.



## Afghanistan

## Des soldats afghans racontent leur fuite au Tadjikistan

■ Cernés, isolés, abandonnés par leurs chefs, des soldats afghans défendant Shir Khan Bandar, principale frontière avec le Tadjikistan, ont raconté à l'AFP n'avoir eu d'autre choix, fin juin, que de fuir avec un millier de leurs camarades en territoire tadjik, en portant les blessés.

Par Mourad M.

«**N**ous étions assiégés à Shir Khan Bandar depuis une semaine, notre voie de ravitaillement était coupée», explique, de retour à Kaboul, Mehrullah, 27 ans – qui comme de nombreux Afghans ne porte qu'un seul nom.

Il décrit une situation chaotique, marquée par l'absence de communication avec la hiérarchie militaire à Kaboul et la désorganisation entre les unités du bataillon d'un millier d'hommes chargés de protéger la frontière près de la ville sep-

trionnale de Kunduz. Certains officiers ont quitté leur poste, abandonnant leurs hommes à leur sort.

«S'il y avait eu une coordination correcte entre le QG (de l'armée à Kaboul, ndlr) et le commandement des forces du poste-frontière, nous aurions affronté les talibans au lieu de battre en retraite», assure-t-il, «nous n'avons pas abandonné le poste-frontière, mais les chefs se sont enfuis, avant les soldats».

Ces deux derniers mois, les talibans ont conquis de vastes portions du territoire afghan, au cours d'une offensive tous azimuts lancée en mai à la faveur

du début du retrait des forces américaines et de l'Otan du pays, désormais quasiment achevé et marquant la fin de quasiment 20 ans d'intervention militaire déclenchée par les attentats du 11-Septembre.

Les insurgés ont affirmé vendredi contrôler désormais 85 % du territoire afghan, un chiffre contesté par le gouvernement et impossible à vérifier de façon indépendante.

Privées du crucial soutien aérien américain et démolies, les forces afghanes ne cessent de reculer et peinent à contenir l'avancée des talibans, pendant que les négociations politiques entre le gouvernement et les insurgés sont au point mort.

«Après nous avoir assiégés et avoir lancé un assaut massif, les talibans ont coupé toutes les routes vers Kunduz», la capitale de la province du même nom, raconte de son côté un autre soldat, Ainuddin, 35 ans.

«Nous avons été obligés de reculer vers le pont enjambant la rivière Pjandj (ou Panj), frontière entre les deux pays, et après une heure de combat, nous sommes entrés au Tadjikistan, en portant trois soldats blessés», ajoute-t-il.

«Des soldats tadjiks nous ont apporté de l'eau et ont soigné nos blessés, les autorités tadjiks ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour nous», poursuit Ainuddin.



Ph. &gt; D. R.

Le gouvernement de Douchanbé, qui craint qu'un éventuel pouvoir des talibans, partisans d'un régime islamique rigoriste, en Afghanistan ne radicalise sa population musulmane modérée, avait alors indiqué que «1 037 soldats afghans avaient fui en territoire tadjik pour sauver leur vie».

Les autorités afghanes minimisent les difficultés récurrentes de leur armée. Elles admettent seulement que les lignes d'approvisionnement sont sous pression et avoir abandonné du terrain aux talibans, mais affirment n'avoir perdu que des batailles et non la guerre.

«C'est la guerre, il y a de la pression. Parfois, les choses tournent en votre faveur. Parfois, non», a expliqué, début juillet à la presse, le conseiller pour la Sécurité nationale d'Afghanistan, Hamdullah Mohib, promettant

que l'armée allait reprendre les territoires perdus.

Mais hier, Shir Khan Bandar étaient toujours aux mains des talibans, qui se sont également emparés la veille d'un autre point de passage avec le Tadjikistan et du principal poste-frontière avec l'Iran, tous deux dans la province occidentale d'Hérat.

«Après deux jours au Tadjikistan, nous avons été ramenés par avion à Kaboul», raconte Ainuddin.

Mehrullah, lui et ses camarades sont désormais dans une base militaire de la capitale afghane, dit-il, assurant que tous sont prêts à retourner sur le champ de bataille.

«Nous sommes prêts à regagner nos affectations, dès que le gouvernement», affirme Ainuddin.

M. M.



## Commentaire

## Calendrier

Par Fouzia Mahmoudi

Si elles sont la norme depuis près de deux siècles aux États-Unis, les élections primaires au sein des partis politiques français sont assez récentes et n'ont jusqu'à aujourd'hui que rarement été synonymes de succès. Au contraire, jamais les mouvements politiques ayant opté pour cette option ne s'étaient autant déchirés. Ce fut notamment le cas de la droite en 2016, lors des premières primaires des Républicains. Une expérience que beaucoup avaient déclaré ne pas vouloir réitérer. Pourtant, réunis en bureau politique cette semaine, Les Républicains ont défini un calendrier pour désigner leur candidat à la présidentielle. Le dernier rendez-vous est fixé au 25 septembre, date à laquelle le congrès du parti se réunira pour acter, ou non, l'organisation d'une primaire. Selon un sondage Odoxa Backbone-Consulting réalisé pour «Le Figaro», ce processus de départage est toutefois loin de faire l'unanimité de l'opinion publique. Pour preuve : 53 % des Français s'y opposent. La division est encore plus marquée au sein des partisans de droite et du centre (50 %), en dehors du Rassemblement National, et chez les militants LR (48 %). Du côté de l'opposition, sympathisants de gauche, comme de la majorité, y sont en revanche plutôt favorables. Ce n'est pas tant la primaire qui est décriée, mais plutôt ce qu'elle peut entraîner. Sur le fond, les Français et les sympathisants de droite lui prêtent de nombreuses vertus. La primaire serait «démocratique» (63 % pour les Français ; 70 % pour les sympathisants), «ferait surgir des idées nouvelles» (50 % ; 58 %) et «permettrait de sélectionner le meilleur candidat» (53 % ; 57 %). «Il y a 5 ans, en avril 2016, 69 % des Français et 91 % des sympathisants de la droite et du centre se disaient favorables au principe des primaires», relève d'ailleurs Gaël Sliman, président d'Odoxa. Sur la forme, en revanche, beaucoup craignent que la primaire soit vecteur de divisions (70 % ; 72 %). D'autres encore voient dans cette démarche une pure opération de communication (62 % ; 55 %), voire même «une perte de temps» (53 % ; 48 %). L'historique de la droite ne rassure pas non plus. Pour nombre de Français et sympathisants, la primaire de 2016, dont François Fillon était sorti vainqueur, fait office de jurisprudence. 53 % des partisans LR y voient même la raison de la défaite de la droite lors du scrutin présidentiel qui l'a suivie. Dans leur ensemble, les Français en sont toutefois moins convaincus (41 %). Dans ce contexte, la posture de Xavier Bertrand est saluée. À plusieurs reprises, le président ex-LR des Hauts-de-France et candidat à la présidentielle a refusé de prendre part au processus de départage. «La primaire (...) a été source de divisions, et la fois dernière, tous ceux qui sont passés par une primaire ont été éliminés lors du premier tour de l'élection», a-t-il encore déclaré mardi soir sur le plateau de TF1. Sa position est récompensée, puisque l'élu bénéficie du soutien d'un Français sur deux. 54 % des sympathisants de la droite et du centre, dont 56 % des LR, sont du même avis. Xavier veut surtout éviter de se retrouver face à un autre candidat LR choisi par les électeurs et avec lequel il devrait alors inévitablement partager les voix des électeurs de droite. Une désignation directe de sa candidature par Les Républicains l'aiderait au contraire à asseoir sa crédibilité et à démontrer que tout un parti est derrière lui et le soutient. Le budget de sa campagne et la logistique seraient aussi tout autre s'il pouvait bénéficier de l'appui officiel de LR. Reste à voir si Les Républicains sont prêts à soutenir la candidature de Bertrand qui a claqué la porte de leur parti il y a quatre ans, et surtout à abandonner l'idée de porter la candidature d'un des leurs pour 2022, plutôt que de se rabattre sur un candidat, pour le moment, «prometteur».

F. M.

## Haïti

## Les autorités demandent à Washington l'envoi de troupes

Trois jours après l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse, les autorités du pays ont indiqué vendredi avoir demandé aux États-Unis et à l'ONU l'envoi de troupes afin de sécuriser des sites stratégiques.

Si l'on sait que le commando armé qui a exécuté le président était composé de 28 personnes (26 Colombiens et deux Américains d'origine haïtienne), aucun détail n'a émergé sur les raisons de cet acte ou sur l'identité de ses commanditaires, et le mystère sur ce rat assassinat reste entier.

La police et l'armée en Colombie ont affirmé qu'au moins 17 anciens militaires colombiens étaient soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat.

Craignant que des infrastructures vitales comme les ports, les aéroports, les terminaux pétroliers ou le transport des produits pétroliers ne soient visés pour créer la confusion, le gouvernement haïtien a demandé à Washington et aux Nations unies d'envoyer des troupes pour les sécuriser.

«Après l'assassinat du président, nous avons pensé que les

mercenaires pourraient détruire quelques infrastructures afin de créer le chaos dans le pays. Au cours d'une conversation avec le Secrétaire d'État américain et l'ONU, nous avions fait cette requête», a affirmé à l'AFP Mathias Pierre, ministre chargé des questions électorales.

Le département d'État américain a confirmé que le gouvernement haïtien avait «demandé une aide sécuritaire et en matière d'enquête».

«Nous restons en contact régulier avec les responsables haïtiens pour discuter de la manière dont les États-Unis peuvent aider», selon un porte-parole.

Une source diplomatique à l'ONU avait plus tôt indiqué que les autorités haïtiennes avaient bien fait cette demande en vue de protéger l'aéroport et les installations pétrolières, mais qu'une résolution du Conseil de sécurité était nécessaire à cet effet.

Dix-sept individus ont été arrêtés – quinze Colombiens et deux Américains, pour leur implication dans le meurtre du président Moïse, tué à son domicile dans la nuit de mardi à mercredi,

selon la police haïtienne.

Trois Colombiens, aussi accusés d'être des membres du commando, ont été tués par la police, tandis que huit autres étaient toujours en fuite, a par ailleurs précisé la police haïtienne, bien que les bilans diffieraient légèrement selon d'autres sources officielles.

Taipei a de son côté fait savoir vendredi que 11 suspects avaient été arrêtés dans le complexe de l'ambassade de Taïwan à Port-au-Prince.

Sans confirmer l'arrestation de ressortissants américains, les États-Unis ont dit qu'ils allaient envoyer des responsables du FBI à Port-au-Prince «aussi vite que possible».

Paralysées pendant plusieurs jours, Port-au-Prince et les zones avoisinantes se sont réveillées vendredi dans un calme apparent et précaire, a constaté l'AFP sur place.

Transports en commun, banques, pompes à essence, commerces et administration publique recommençaient à fonctionner, les gens se bousculant dans les supermarchés pour s'approvisionner en produits de première nécessité.

Maroc/Médias

# Le journaliste Soulaïmane Raïssouni condamné à cinq ans de prison

■ La justice marocaine a condamné, vendredi, le journaliste Soulaïmane Raïssouni à cinq ans de prison pour «agression sexuelle» en son absence, car il est en grève de la faim depuis 93 jours, ont rapporté des médias.

Par Moncef G.

Depuis mai 2020, M. Raïssouni, 49 ans, est en détention préventive suite à une plainte d'un militant LGBT pour «agression sexuelle», des faits qu'il conteste. Ses soutiens dénoncent un «procès politique», tandis que le plaignant se défend d'être «instrumentalisé politiquement».

Dans l'après-midi, le juge a ordonné de faire venir le journaliste, absent de son procès depuis mi-juin, afin qu'il entende sa sentence, mais l'accusé a «refusé», d'après un procès-verbal lu au cours de l'audience à la cour d'appel de Casablanca.

«C'est une boucherie judiciaire, comment peut-on condamner un accusé en son absence ? C'est du jamais vu ! Le verdict est à l'image de ce procès», a déclaré M<sup>r</sup> Miloud Kandil, l'avocat de M. Raïssouni cité par l'AFP, à la sortie de la salle d'audience.

La défense ne plaide plus depuis mardi pour protester contre le refus du juge d'hospitaliser puis de faire venir l'accusé, qui n'a pas été auditionné par la cour.

Le journaliste s'est dit prêt à assister à son procès, à condition «d'être transporté en ambulance et d'avoir un fauteuil roulant». Son absence a été considérée comme un «refus» par la cour qui a décidé de poursuivre



## 1 250 nouvelles infections en 24 heures

Un total de 1 250 nouveaux cas d'infection au coronavirus (Covid-19) et 751 guérisons ont été enregistrés au Maroc au cours des dernières 24 heures, a indiqué, vendredi, le ministère de la Santé.

Les nouveaux cas portent à 539 839 le nombre total des contaminations depuis le premier cas signalé au Maroc, en mars 2020.

Le nombre des personnes rétablies est passé à 523 128, soit un taux de guérison de 96,9 %.

Quant aux décès, leur nombre total est passé à 9 351 avec 5 nouveaux morts.

Les cas actifs sont au nombre de 7 360, tandis que les cas sévères ou critiques ont atteint 279, dont 13 placés sous intubation et 147 sous ventilation non invasive.

Dalil Y.

sans lui.

Durant l'ultime audience, le parquet a requis la peine maximale pour l'accusé, estimant que ses déclarations sont «contradictoires», tandis que celles du plaignant sont «concordantes et cohérentes».

La peine de M. Raïssouni a été assortie d'un dédommagement au plaignant de 100 000

dirhams (environ 9 500 euros).

Le plaignant a réaffirmé durant son audition jeudi devant le juge «sa version des faits telle que racontée à la police et au juge d'instruction», ajoutant que cette affaire est «instrumentalisée politiquement», a indiqué son avocat M<sup>r</sup> Omar Alouane, cité par l'AFP.

M. G.

Tunisie

## Nouveau record de 189 décès dus au Covid-19 en une journée

Le ministère tunisien de la Santé a fait état, vendredi, d'un nouveau record, soit 189 décès dus au Covid-19 au cours des dernières 24 heures.

Le ministère a également signalé 8 506 nouvelles infections par le nouveau coronavirus en une journée.

Ainsi, la Tunisie totalise 481 735 cas confirmés, dont 16 050 décès depuis l'apparition de la pandémie, en mars 2020.

Actuellement, 4 345 patients, atteints de Covid-19, sont toujours hospitalisés, dont 643 en

réanimation et 160 placés sous respiration artificielle.

Face à une nouvelle vague, plus dangereuse, de la propagation du Covid-19 dans le pays, les forces armées tunisiennes seront appelées à sillonner les 24 provinces, en coordination avec le cadre médical et paramédical civil, dans le cadre de la campagne de vaccination, selon une source auprès de la Présidence de la République.

Par ailleurs, des hôpitaux mobiles de campagne seront installés dans toutes les régions

en fonction de l'évolution de leur situation épidémiologique.

### L'hôpital de campagne, don du Qatar, sera placé à Ben Arous

Le secrétaire général au sein de la Présidence du gouvernement, Walid Dhahbi, a été chargé par le Chef du gouvernement, Hichem Mechichi, en compagnie de l'ambassadeur du Qatar à Tunis, Saad Naceur Hamidi, de recevoir le don qatari d'un hôpital de campagne qui dispose de

200 lits équipés ainsi que 100 respirateurs artificiels.

Walid Dhahbi a évoqué l'importance de ce don du Qatar qui traduit la forte relation de coopération entre les deux pays.

Il a indiqué que l'hôpital de campagne sera placé à Ben Arous dans les plus brefs délais afin de lutter contre la propagation du virus.

Dhahbi n'a pas omis de remercier le Prince du Qatar, Cheikh Temim Ben Hamad Al Thani.

Hacène H.

Machrou Tounes

## Mohsen Marzouk voulait anticiper la crise sanitaire à travers à un appel à l'aide internationale

Le secrétaire général de Machrou Tounes, Mohsen Marzouk, avait appelé les autorités tunisiennes à faire appel à l'aide internationale depuis l'apparition du premier cas Delta à Kairouan.

Depuis, deux semaines se sont écoulées et le nombre de cas positifs ainsi que le nombre de décès ne font qu'augmenter.

Mohsen Marzouk réitère son

appel et s'adresse à nouveau au Chef du gouvernement, Hichem Mechichi, et au président de la République, Kais Saïed, afin de faire un nouvel appel international pour aider la Tunisie à faire face à cette crise sanitaire.

Il explique, dans un message publié sur son compte Facebook, que l'Inde et l'Italie avaient été aidés pour limiter la propagation du virus. Il est

important de rappeler que plusieurs pays se sont engagés à aider la Tunisie comme le Qatar, l'Égypte, l'Algérie et la Turquie.

### Les habitants de Lalla bloquent la route

Les habitants de la cité de Lalla, dans la délégation de Ksar au gouvernement de Gafsa, ont fermé les accès de la ville dans

la matinée de ce samedi 10 juillet. La route nationale n°15 reliant Gafsa à Gabès et conduisant à la délégation de Mdhilla a été bloquée pour le second jour consécutif en signe de protestation. Les habitants souhaitent la mise en place d'un ralentisseur de vitesse suite au décès, la veille, d'un jeune de la région lors d'un accident de la route.

O. N.

## Libye Jan Kubis : la réunification des institutions consolide le processus politique

La réunification des institutions libyennes «consolide la paix, le développement et le processus politique en cours», a déclaré, jeudi, l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Jan Kubis.

«La remise du rapport financier à la Banque centrale constitue un pas important vers la réunification des institutions libyennes», a souligné M. Kubis, en marge de la remise du rapport financier à la Banque centrale.

M. Kubis a mis l'accent particulièrement sur la tenue des élections générales à la date prévue, à savoir le 24 décembre prochain.

«La remise du rapport financier encourage également les efforts visant à tenir les élections générales à la date prévue par le Forum de dialogue politique libyen», a noté, en outre, M. Kubis.

Par ailleurs, le représentant de Guterres en Libye a félicité à nouveau le Comité militaire 5+5 pour les efforts qu'«il ne cesse de consentir sur le terrain, en vue de respecter le cessez-le feu en vigueur», réitérant son appel «au retrait de tous les mercenaires et forces étrangères en Libye».

La cérémonie de la remise du rapport financier a été présidée par le président du Conseil présidentiel, Mohamed Al-Manfi, en présence du Chef du gouvernement de transition, Abdelhamid Dbeibah.

Rafa C.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Chlef

## Un adolescent meurt écrasé sous un tracteur

DANS LA région d'Ouled Farès (Chlef), un jeune homme de 16 ans est mort, hier, alors qu'il conduisait un tracteur qui s'est renversé sur lui, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile. «L'accident s'est produit en fin de matinée au lieu-dit Haouch El Ghaba, relevant de la commune d'Ouled Farès, lorsqu'en voulant effectuer une marche-arrière, un adolescent en volant de son tracteur a perdu le contrôle de ce dernier, chutant dans une fosse d'une

trentaine de mètres de hauteur. Il a été écrasé par l'engin», a précisé, à l'APS, le chargé de communication de la direction locale de ce corps constitué, le capitaine Yahia Messaâdia. «Le tracteur a quasiment fait un tonneau et le jeune homme avait déjà perdu la vie à l'arrivée des secours», a-t-il ajouté. Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Chettia, selon la même source.

Younès B.

Trafic de psychotropes à Béjaïa

## Récemment démantèlement de deux gangs

LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire de la daïra d'El-Kseur ont mis fin, récemment, aux agissements d'une bande composée de quatre dealers spécialisés dans le trafic de psychotropes au niveau du jardin de la ville. «Agissant sur plusieurs plaintes des citoyens, les enquêteurs ont découvert chez les membres du gang, âgés entre 22 et 31 ans, 60 capsules de psychotropes de différents types», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ils ont également saisi une moto volée, utilisée par les membres du gang dans la distribution et la vente des drogues.

L'enquête étant bouclée, un dossier a été ficelé pour «possession et commercialisation de drogue et vol de moto». Présentés devant le parquet, les mis en cause ont été mis en examen, soumis à une comparution immédiate et condamnés à quatre années de prison ferme et une amende de 20 millions de centimes chacun.

Les dealers ont ensuite été écroués à la maison d'arrêt.

Gouvernement

## Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane testé positif à la Covid-19

LE PREMIER ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a été testé positif à la Covid-19, samedi, et s'est mis en confinement pendant sept (7) jours, indique un communiqué des services du Premier ministre.

«Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a été testé positif à la Covid-19, ce jour, samedi 10 juillet 2021», a indiqué le communiqué, ajoutant que «conformément aux consignes médicales, M. le Premier ministre s'est mis en confinement pendant sept (7) jours, à compter d'aujourd'hui, en attendant de refaire un test de dépistage à l'issue de cette période».

«Durant cette période, M. le Premier ministre continuera de travailler et de s'acquitter de

Par ailleurs, trois individus ont été arrêtés pour trafic de psychotropes par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Tichy. A la tête du gang, un repris de justice.

Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «les individus sont âgés entre 22 et 41 ans. Arrivés d'une wilaya voisine, ils ont été interceptés sur la RN 09, à hauteur du point de contrôle de la cité Bensaïd, localité de Baccaro, commune de Tichy».

Ils roulaient à bord d'un véhicule touristique dans lequel les policiers découvrent différents types de psychotropes et la somme de 175 000,00 DA. Conduits au commissariat pour la poursuite de la procédure judiciaire, les individus ont été présentés devant le parquet et mis en examen pour «commercialisation et possession de psychotropes pour consommation, participation et récidive», ajoute la même source. Ils ont été écroués.

H. Cherfa

ses missions à distance», ajoute la même source.

R. N.

## Été 2021: Pénurie d'eau, canicule, feu de forêt Reconfinement, variant Delta, noyades..



Loumis

Djalou@hotmail.com

Début d'été macabre

## 28 noyés, dont 24 en mer, déplorés en 48 heures

■ Vingt-huit cas de noyade, dont 24 en mer, ont été déplorés à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, indique, hier, un bilan de la Direction générale de la Protection civile.

Par Slim O.

Sur le total des cas de décès en mer, 5 ont été recensés dans la wilaya d'Oran, 4 autres à Skikda et autant (4) à Jijel, 2 à Annaba, de même qu'à Ain Témouchent et Tizi-Ouzou, alors qu'un décès a été enregistré dans chacune des wilayas de Boumerdès, Béjaïa, Tipaza, El Tarf et Mostaganem, précise la même source. En outre, quatre enfants ont péri noyés dans des réserves d'eau relevant des wilayas d'Adrar (2) et d'El Tarf (2), sachant que les victimes ont été toutes repêchées par les éléments de la Protection civile puis évacuées vers les structures sanitaires locales. Ce bilan s'ajoute à celui établi par la DGPC, de mai à juin derniers, faisant ressortir plus de 50 décès par noyade, portant ainsi le total

à près de 80 décès en mer et autres réserves d'eau, pour toute la période considérée.

### El Tarf : huit baigneurs ont péri en une journée

Huit baigneurs, dont quatre portés disparus, sont décédés par noyade en une journée sur les plages d'El Tarf, a-t-on appris, vendredi soir, auprès du chargé de communication de la Direction locale de la Protection civile. Deux victimes, le père et son fils, dont l'identité n'est pas encore déterminée, ont été repêchés de la plage non gardée de Fertassa, a indiqué le lieutenant Seïf Eddine Madaci, affirmant que, selon des témoins, les victimes seraient issues du village de Ben Amar, sise à El Chatt. Au niveau d'une autre plage non

gardée, située entre El Chatt et Sidi Salem (Annaba), un jeune de 19 ans a été repêché dans un état critique, a souligné la même source, précisant que la victime, originaire de la wilaya d'El Oued, a été évacuée à l'hôpital de Ben M'hidi où elle a rendu l'âme peu après son admission. Aussi, le corps d'un quinquagénaire issu de la localité de Dréan a été repêché durant cette même journée sur la plage Les sables d'or, relevant de la daïra d'El Kala, a ajouté la même source, rappelant que quatre jeunes baigneurs, venus de la wilaya de Tébessa, étaient portés disparus depuis la matinée de vendredi au niveau de la plage Messida relevant de la commune d'El Kala, et dont les recherches se poursuivent afin de retrouver leurs corps. Par ailleurs, quatre autres baigneurs ont été secourus d'une mort certaine au niveau de la plage El Mordjane de la ville d'El Kala, a affirmé la même source. Il est à rappeler que les maîtres nageurs sont à pied d'œuvre, dès le matin à travers les 15 plages ouvertes à la baignade de cette wilaya de l'extrême nord-est, où un rush considérable de vacanciers a été enregistré au regard de la canicule sévissant depuis quelques jours. Les services de la Protection civile d'El Tarf réitérent, dans ce contexte, leurs consignes de prudence et de vigilance pour éviter que ces moments de détente et de rafraîchissement ne se transforment en drame.

S. O.

Tizi Ouzou

## Noyade de deux jeunes en mer, six victimes depuis mai

DEUX jeunes ont péri vendredi sur le littoral de la wilaya de Tizi Ouzou en prenant le risque d'aller nager dans des zones interdites à la baignade et une journée de mer très agitée. En effet, deux corps sans vie de deux jeunes baigneurs, âgés tous les deux de 23 ans, ont été repêchés en fin de journée par les éléments de la Protection civile. La disparition de la première victime a été signalée à 17h05 avant son repêchage à 19h20 au niveau d'une zone interdite à la baignade, dite «Cap Thandlest», relevant de la commune de Tigzirt. S'agissant du deuxième noyé, l'alerte a été donnée vers 18h30 et il a été repêché à 19h10 au niveau d'une zone interdite à la baignade, dite «Rocher blanc», près du village Amazar relevant de la commune de Mizrana. Les dépouilles des deux victimes ont été déposées à la morgue de l'hôpital de Tigzirt. A noter que la wilaya de Tizi Ouzou a déjà enregistré des décès par noyade depuis quelques semaines, notamment sur la plage de Tassale de la commune de Tigzirt, le 25 juin dernier. La victime de sexe masculin était âgé de 19 ans. Un jour plus tôt, un autre jeune de 18 ans avait péri en se baignant dans une mare dite Tamda Oussarghi, près du village Ait El Kaid dans la commune d'Agouini Guehrane. Le 21 mai dernier, les plongeurs de l'unité marine de Tigzirt avaient repêché le corps d'un jeune de 21 ans, au lieu-dit «Rocher blanc». Le 13 mai dernier, le corps sans vie d'un garçon de 14 ans avait été retiré de l'oued Sébaou, à hauteur du lieu-dit pont de Stita. **Hamid M.**